



Crise et Communisation

La communisation n'est pas une expérimentation pacifique de nouvelles façons de vivre, mais la réponse révolutionnaire du prolétariat à une crise sociale aiguë. Ce texte présente quelques observations au sujet de ce rapport, à la lumière de la crise actuelle¹.

La lutte de classe entre prolétariat et capital est permanente et conditionne l'ensemble de nos vies. Dans la plupart des cas elle prend des formes relativement pacifiques, mais tout au long de l'histoire, elle a aussi donné naissance à de nombreux mouvements révolutionnaires qui ont menacé l'existence du mode de production. Ces mouvements ont toujours eu pour origine un refus des conditions de vie prolétariennes insoutenables, mais ils ne sont pas toujours simplement dus à une exploitation « excessive » qui remettrait régulièrement en cause le capitalisme. Souvent, c'est même un traitement « trop coulant » de la classe ouvrière qui est la cause immédiate de l'agitation sociale. On peut prendre l'exemple de la Grèce, où il a été nécessaire, en définitive, de remédier au très mauvais état des finances publiques (qui, selon les représentants de la bourgeoisie, viendrait des conditions trop avantageuses accordées à plusieurs catégories de travailleurs) en saignant la classe ouvrière. Comme l'exploitation et la production de plus-value sont deux faces de la même médaille et puisque le rapport capitaliste vit de la production de plus-value, c'est-à-dire de l'exploitation des travailleurs, la contradiction de classe appartient nécessairement à son essence la plus fondamentale. Il ne peut jamais s'extraire de cette contradiction, et ceci quelles que soient les différentes mutations de son mode de production. Par conséquent, la menace de l'implosion de ce rapport est toujours présente, elle est là, tapie derrière chaque crise sévère.

1. Ce texte a d'abord été publié dans *Riff-Raff* n°9, 2011.

Des crises sérieuses (telle que celle que nous connaissons depuis 2008) surviennent dans des situations où la classe capitaliste ne parvient pas à s'assurer une production de plus-value suffisamment élevée dans des conditions qui soient supportables pour les producteurs de cette plus-value (ce qui en jargon bourgeois se dit : allier croissance économique et considérations sociales). La définition la plus abstraite d'une crise du mode de production capitaliste est que sa reproduction est menacée, c'est-à-dire la reproduction continue des classes antagonistes. C'est au niveau concret, pourtant, qu'on peut voir la crise se dérouler devant nos yeux : banques et entreprises menacées de faillite, travailleurs perdant leurs emplois, expulsés de chez eux ou soumis à des baisses de salaire, etc. À cela s'ajoute la diminution des retraites et de la prise en charge médicale. Lorsque des capitaux individuels ou des groupes de prolétaires se retrouvent dans une mauvaise passe, l'État peut intervenir pour prévenir une urgence, en renflouant des entreprises ou en versant quelque supplément à des municipalités et maintenir de la sorte un certain niveau de prestations. Mais ce ne sont jamais des remèdes miracles. Dans de tels cas, l'État s'endette lui-même et tôt ou tard le budget doit être rééquilibré, ce qui implique qu'en fin de compte c'est le prolétariat qui doit payer. La seule générosité dont puisse faire preuve la classe capitaliste envers les prolétaires d'un pays en crise est une sorte d'échéancier des paiements (une hypothèque sur une exploitation future), ou de laisser les prolétaires d'un autre pays payer une partie de la facture. La façon dont on a demandé à l'Islande de compenser les pertes britanniques et hollandaises liées à la faillite d'Icesave est un exemple du premier cas : 3,8 milliards d'euros plus les intérêts sur une période de trente ans. Un exemple du second est la vigoureuse pression du gouvernement suédois dans l'UE et le FMI en 2009 pour empêcher une dévaluation de la monnaie lettonne, qui aurait eu un effet dévastateur sur les banques suédoises ayant prêté des sommes colossales aux pays Baltes. Ces plans d'austérité brutaux furent probablement absolument nécessaires pour sauver le système bancaire suédois de l'effondrement, ce qui explique les exigences extrêmement dures de la Suède et de l'UE². Des mesures drastiques, telles que des prêts d'urgence

2. C'est seulement après que le gros de la tempête fut passé que le ministre

à l'industrie automobile ou des nationalisations de compagnies hypothécaires ne résolvent toutefois pas le problème sous-jacent de la crise, qui est une crise d'investissement ou plus exactement une crise d'accumulation, c'est-à-dire une crise de l'exploitation³. L'ordre exige que l'exploitation soit accrue.

À l'automne 2008, nous avons été témoins de la façon dont les États capitalistes se coordonnent à l'échelle mondiale (de Washington à Pékin, de Francfort à Stockholm) pour faire face à la crise financière, mais ceux-ci sont toujours bien loin de maîtriser la situation. Nous sommes passés d'une situation où les banques étaient au bord de la faillite à une autre dans laquelle des pays entiers courent le risque de devenir insolvables. La crise de la dette publique n'est pas encore terminée et si la situation s'aggrave – par exemple en conséquence des nouvelles luttes en Espagne ou dans d'autres pays endettés, ou à cause de la hausse des prix du pétrole – cela pourrait très bien produire un effet domino comme celui auquel ont été confrontées les banques à l'automne 2008 et début 2009. La communauté internationale maintient déjà un certain nombre de pays à flot (Islande, Lituanie, Grèce, Hongrie, Ukraine, Irlande, etc.) mais la question demeure : combien d'autres pays est-elle à même de soutenir ?

En dehors de son utilisation de la contrainte économique, la force de la classe capitaliste réside dans ses appareils d'État et dans sa capacité à travailler de concert pour sauver le système capitaliste mondial. Ce nouvel esprit de solidarité de classe dans la classe capitaliste prend sa source dans les chaînes de production mondiales et dans la dépendance de tous les pays à un marché mondial fonctionnel. Mais en même temps, cela constitue sa faiblesse, parce qu'une crise locale peut aujourd'hui plus vite que jamais propager une onde de choc à travers tout le système nerveux capitaliste.

Une crise mondiale de l'exploitation ne conduit pas automatiquement à la révolution, bien que la révolution soit impensable sans une

suédois des Finances a osé s'exprimer directement : « Je n'ai jamais dit cela aussi clairement auparavant, mais la vérité est que la Suède était dans de très, très sales draps en 2009, quasiment au bord du gouffre. » – Anders Borg, 19 janvier 2011.

3. Cf. Screamin' Alice, « L'effondrement d'un rapport ? Réflexions sur la crise ».

telle crise. En même temps, une révolution communiste aujourd'hui est l'une des choses les plus difficiles et les plus dangereuses qu'on puisse imaginer, en ce qu'elle signifierait un affrontement avec tous les appareils d'État du monde. Les autres options doivent être donc particulièrement sinistres pour que celle-ci devienne finalement réalité. Faire la révolution ne signifie pas se sacrifier pour un idéal mais tenter de parvenir à trouver une solution pour répondre à des besoins immédiats urgents.

Riff-Raff fait partie du courant de la communisation. Nous affirmons que la seule perspective révolutionnaire aujourd'hui est la communisation, que la révolution communiste d'aujourd'hui doit nécessairement prendre la forme de la communisation. Comme pratique révolutionnaire, cela se caractérise par la prise en charge immédiate par le prolétariat, au cours de sa lutte contre le capital, de la tâche d'abolir ses propres conditions d'existence, c'est-à-dire tout ce qui le définit comme classe : la propriété, l'échange, le travail, l'État, etc. Une telle révolution ne passe ni par la conquête du pouvoir politique, ni par l'appropriation des moyens de production, inenvisageables même en tant qu'étape nécessaire. Au contraire, le processus révolutionnaire est caractérisé par ce processus dans lequel la politique et l'économie, la forme valeur comme médiation sociale entre les individus, sont abolies et remplacées par le communisme. Le prolétariat ne se hisse donc pas au rang de classe dominante, mais s'abolit avec toutes les classes au cours de sa lutte contre le capital. La communisation ne tombe pas du ciel, pas plus qu'elle ne « vient du futur » : elle est saut qualitatif et rupture avec la forme de lutte de classe qui existe quotidiennement (luttés sur les salaires, conditions de travail, etc.). Elle survient au moment où les prolétaires sont contraints de prendre des mesures communistes contre l'ennemi de classe : *des méthodes par lesquelles le capital peut être détruit.*

Au milieu du XIX^e siècle, Marx et Engels définissaient le communisme de la façon suivante : « Pour nous, le communisme n'est pas un *état de choses* qu'il convient d'établir, un *idéal* auquel la réalité devra se conformer. Nous appelons communisme le mouvement *réel* qui abolit l'état actuel des choses. Les conditions de ce mouvement résultent des données préalables telles qu'elles existent actuellement » (*L'Idéologie allemande*, 1845). Le communisme comme mouvement réel, cette

formule ne peut pas être interprétée pour affirmer qu'on peut assister ici et maintenant au communisme comme rapports communistes existants. De tels rapports sont complètement incompatibles avec la société capitaliste. Le communisme comme mouvement réel implique au contraire qu'il peut être *déduit* des « données préalables telles qu'elles existent actuellement », c'est-à-dire de la lutte de classe réellement existante. Et puisque la lutte de classe a changé – de fait le monde entier a changé – la perspective révolutionnaire doit nécessairement s'affirmer différemment aujourd'hui. Nous devons nous demander honnêtement quelle sorte de révolution peut être envisagée à partir de ce qu'est le monde actuel.

Il est toujours hasardeux de parler du futur, mais les risques sont moindres quand on discute du futur proche. Esquignons donc le scénario suivant : la crise s'est accrue et d'énormes valeurs de capital ont été perdues. La classe capitaliste doit à tout prix accroître l'exploitation afin de redémarrer l'accumulation. Le prolétariat résiste et après quelque temps une situation émerge, quelque part, où aucune des deux classes ne peut prendre le dessus, ce qui conduit à d'énormes perturbations sociales. La perte de salaire due aux grèves et au chômage, allant de pair avec une crise monétaire, crée alors un besoin aigu de toutes sortes de fonds, dans une situation où personne ne peut plus les financer. Le mouvement entre alors dans une nouvelle phase, dans laquelle les prolétaires cessent de payer les loyers, l'électricité, l'eau, etc. et commencent à piller des entrepôts, occuper des terres agricoles, etc. en bref, ils commencent à prendre ce dont ils ont besoin. À ce moment-là, ces violations du droit de propriété ne sont pas assimilables à une appropriation des moyens de production et d'existence : ils ne sont pas transmis aux travailleurs pour devenir leur propriété. Au lieu de cela, ils cessent d'être propriété – ils sont *communisés*. Dans la lutte contre le capital, les prolétaires se renforcent et s'unissent en se rendant indépendants du travail en échange de l'argent : *l'unité de classe apparaît ainsi dans le procès de dissolution des classes* – dans la communisation. S'abolir concrètement comme prolétaires sera la chose la plus difficile au monde, mais en même temps, l'arme ultime de la lutte de classe. Par ses mesures communisatrices le prolétariat combat efficacement l'ennemi de classe en détruisant toutes les conditions qui recréent constamment le prolétariat comme classe. Finalement, le

prolétariat peut seulement combattre le capital en se niant comme classe créatrice de valeur et *simultanément* – dans un seul et même procès – en produisant des vies complètement nouvelles, incompatibles avec la reproduction du capital.

Puisque le procès de communisation est caractérisé par l'abolition de toutes les classes sociales, y compris le prolétariat, il conduit – s'il est mené à son terme – à la fin de la lutte de classe. Ce serait une grossière erreur, pourtant, d'imaginer ce processus comme une diminution progressive de l'antagonisme de classe, de pair avec des rapports communistes évinçant les rapports capitalistes. La communisation est rupture avec la lutte de classe quotidienne en ce qu'elle n'est plus défense du travail. Pour autant elle est, *du début à la fin, pratique de classe*. (Après avoir lutté pour exister on lutte alors pour ne plus avoir à exister.) La communisation n'est donc pas un mode de vie alternatif ; elle ne sera pas une expérience sociale d'individus libres. La communisation est totalement non pas un *libre choix*, mais encore une fois une nécessité immédiate dans une situation donnée, une tâche que les prolétaires s'imposent, contraints par les conditions matérielles, quand leur situation est devenue insupportable et incompatible avec l'accumulation du capital. C'est seulement la lutte avec le capital qui peut conduire le prolétariat au point où il est forcé de détruire l'État, d'abolir le capital et lui-même, afin d'échapper à sa situation. La communisation ne doit donc pas être vue comme une stratégie ou une méthode qu'on peut choisir parmi une pléthore d'autres, comme si le prolétariat avait l'embarras du choix au banquet des solutions révolutionnaires. Quand nous parlons de révolution c'est au contraire comme *nécessité* matérielle, et l'objet de la théorie est de définir cette nécessité : les conditions de l'abolition du mode de production capitaliste. Seule une analyse du rapport contradictoire *existant*, des conditions de sa reproduction et de sa *non-reproduction*, tout comme une analyse prudente et détaillée des luttes de classe « empiriques » auxquelles nous assistons et prenons part aujourd'hui, peuvent contribuer à ce que cela ne soit pas un vœu pieux ou pure spéculation.

Il y a ceux qui affirment que le communisme s'impose dès aujourd'hui comme une nécessité : « *Attendre encore est une folie. La catastrophe n'est*

pas ce qui vient, mais ce qui est là. Nous nous situons d'ores et déjà dans le mouvement d'effondrement d'une civilisation. C'est là qu'il faut prendre parti. » On peut lire cela dans *L'insurrection qui vient*, un livre qui a attiré pas mal d'attention récemment. Ce n'est toutefois pas de la théorie, mais de la rhétorique et de la propagande. C'est un appel à l'action, tout comme le livre précédent, *L'Appel*. Ce qui est supposé ici (sinon explicitement), c'est que les conditions objectives de la révolution sont mûres, si ce n'est trop mûres, et qu'à présent il ne manque plus qu'une condition subjective pour détruire « *un régime social à l'agonie [qui n'a] plus d'autre justification à son arbitraire que son absurde détermination – sa détermination sénile – à simplement durer* » (*L'Appel*, p. 4). Nous ne concevons pas la révolution comme coïncidence de conditions objectives et subjectives. La révolution, la communisation, n'est en fait pas une nécessité ici et maintenant, parce que nous ne la voyons pas encore devant nos yeux. Mais cela ne signifie pas qu'elle ne peut pas être nécessaire demain ! Il est tentant de s'impatienter quand on voit vers quoi le monde se dirige et on peut tous se sentir coincés dans un « déterminisme absurde ». La loi de détermination est pourtant sans appel : on ne peut jamais agir d'une façon qui nous rende indépendants de ce déterminisme. Mais en tant que partie de ce déterminisme, comme *nécessairement déterminés* par l'antagonisme de classe, nous pouvons agir *en accord avec ce que nous sommes – contre ce que nous avons été – et comme classe abolissant les classes*, quand nous nous trouverons amenés à accomplir cette terrible tâche.

Peter Åström, mars 2011

Une réponse aux critiques

Le texte ci-dessus a été discuté lors de la réunion éditoriale de *SIC* en juillet 2011, durant laquelle certaines critiques ont été émises.

La critique principale de mon texte était que, dans sa tentative de répondre à différents points de vue volontaristes, le texte va trop loin dans la direction opposée et met un accent trop fort sur les prolétaires comme étant contraints d'agir d'une certaine façon. On a soutenu que la communisation ne peut pas être comprise comme la solution de dernier recours imposée aux prolétaires.

Une autre critique a été faite : le texte manque d'une dimension positive, il ne saisit que le côté négatif du processus révolutionnaire et donc néglige le fait que la communisation est une production de nouvelles relations entre les individus, remplaçant les rapports sociaux capitalistes.

Pour répondre au premier point, je dois convenir que le texte peut donner l'impression de dire que la révolution est un processus mécanique, en soulignant si fortement que la communisation ne sera pas un choix libre et que nous allons plutôt y être contraints par les conditions matérielles. Dans ma conception, cependant, la volonté et l'action ne sont pas absentes dans le processus révolutionnaire, mais c'est quelque chose qui est seulement implicite dans le texte. Quand je dis que nous sommes nous-mêmes une « partie du déterminisme » et que nous sommes « nécessairement déterminés par l'antagonisme de classe » je veux dire que :

1. nous avons un rôle à jouer, que nous allons en fait *déterminer* le cours des événements, en agissant, mais que ;
2. on ne peut pas agir indépendamment du déterminisme de la contradiction de classe, c'est-à-dire des conditions matérielles.

Faire la révolution n'est pas un libre choix, car nous ne pouvons agir que dans un cadre donné, dans le contexte d'une crise générale (également produite par la lutte des classes). La communisation est la solution *révolutionnaire* de notre temps à une telle crise. Le texte ne traite pas des différentes réponses contre-révolutionnaire qui seront également

avancées et de toutes les « luttes au sein de la lutte contre le capital » auxquelles nous pouvons nous attendre (cf. B.L., « Le pas suspendu de la communisation », pp. 147–169 dans ce numéro). Les prolétaires ne seront jamais obligés de produire le communisme à cause du seul appauvrissement matériel. Dans le cadre de la détérioration des conditions, on peut supposer toutefois une réémergence du mouvement communiste qui va prendre la forme d'actions concrètes et de projets. Mouvement composé d'individus ayant des esprits et des désirs. Ces personnes (notre moi futur ?) pourraient ensuite assumer la tâche qui consiste à abolir le capital / produire le communisme. Je ne dis pas que nous devons nous asseoir et ne rien faire jusque-là, mais il ne suffit pas d'affirmer que le capitalisme « évidemment » doit être détruit et ensuite seulement de le faire. Comme le disait Marx : « *Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux ...* » (*Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1852).

Quant à la deuxième critique, j'ai du mal à la comprendre. Le texte met l'accent sur la nécessité d'attaquer et de nier les catégories capitalistes, mais il indique également clairement que l'ennemi de classe ne peut être vaincu que par la « production de vies totalement nouvelles qui seront incompatibles avec la reproduction du capital ». Ce que ces vies pourraient être n'est pas développé dans le texte, tout simplement parce que je ne le sais pas. Tout ce que je sais, c'est que ça va être une sacrée pagaille.

Peter Åström, juillet 2011